

DECLARATION D'OUVERTURE DE TRAVAUX DE LA FILIERE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Document à transmettre à la régie eau et assainissement au *minimum 15 jours* avant le début des travaux. Toute demande de contrôle inférieure à 15 jours sera considérée comme urgence et une majoration sera appliquée.

Veillez remplir ce formulaire en **lettres CAPITALES**.

PROPRIETAIRE DU TERRAIN

Je soussigné,

Nom : Prénom :

Tél. :

ADRESSE DES TRAVAUX

N° de rue : Bis / Ter / Quater :

Voie :

Complément de voie :

CP : Ville :

Référence cadastrale : SECTION : N° de parcelle :

N° de l'autorisation d'urbanisme le cas échéant :

DECLARE QUE :

Les travaux d'installation d'un système d'assainissement non collectif sur ma propriété, débuteront le :

Le technicien de la régie pourra contrôler l'installation le :

Ces travaux seront réalisés conformément à l'avis émis par le SPANC par l'entreprise :

Dénomination : Raison sociale :

SIRET :

Nom : Prénom :

Tél. :

Adresse :

Complément de voie :

CP : Ville :

Je m'engage à :

- ✓ **prévenir la régie en cas de modification des dates souhaitées**
- ✓ **garantir le non remblaiement de l'installation avant le passage du technicien. Dans le cas contraire l'installation sera déclarée NON CONFORME**

Merci de déposer ou d'envoyer ce formulaire à la Communauté de communes du Genevois - service eau et assainissement (38 rue Georges de Mestral - Archamps Technopole - Bâtiment Athéna 2 - 74166 Saint-Julien-en-Genevois Cedex) ou par mail eau-assainissement@cc-genevois.fr

Les données personnelles collectées dans le cadre de ce formulaire sont destinées au service assainissement non collectif. Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans le cadre de ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données (DPO) par voie postale.

Fait à :

Signature du propriétaire :

Le :

Signature et cachet de l'installateur :

Conditions générales relatives à la réalisation du contrôle d'une installation d'assainissement existante (assainissement collectif (AC) ou assainissement non collectif (ANC))

- 1) Il appartient aux propriétaires de présenter aux contrôleurs toutes les canalisations et installations **hors remblaiement** (canalisation EU – EP – fosse – regard, ...).
- 2) Toute canalisation ou installation non vue par le contrôleur est supposée inexistante.
- 3) La responsabilité du contrôleur ne peut être mise en cause s'il n'a pas vu une canalisation ou un dispositif que le propriétaire ne lui aurait pas présenté ou lui aurait dissimulé.
- 4) Si suite à la réalisation d'un contrôle le propriétaire signale une canalisation ou un dispositif non vu par le contrôleur, le propriétaire doit recontacter le contrôleur ou la CCG pour lui signaler ce nouvel élément. Une nouvelle visite devra être réalisée à la charge du propriétaire. Un nouveau rapport sera rédigé, pouvant remettre en cause les conclusions du rapport précédent.
- 5) En cas de vente d'une habitation ou d'un l'immeuble raccordé à une installation (en AC ou en ANC), l'ancien propriétaire reste responsable en cas de découverte, suite à la vente, d'ouvrage ou de canalisation non signalé au contrôleur (sauf mention spécifique précisée dans l'acte de vente).
- 6) L'écoulement des canalisations doit être vérifié par le propriétaire avant le contrôle
- 7) Tout élément ou exutoire non visible est considéré comme « indéterminé ». Il appartient au propriétaire de déterminer l'exutoire, avant de recontacter la CCG pour une contre-visite.
- 8) Il appartient au propriétaire :
 - a. D'ouvrir les regards difficiles d'accès ou difficile à ouvrir avant le contrôle ;
 - b. De vérifier le bon écoulement des canalisations et si besoin de procéder au nettoyage de ces canalisations (eaux usées/eaux pluviales) avant le contrôle;
 - c. De rendre accessible chaque descente de toiture des gouttières ;
 - d. De faciliter le travail des contrôleurs
- 9) Dans le cas où des regards ne peuvent être ouverts facilement, il appartient au propriétaire de les rendre accessibles et de les ouvrir. Le cas échéant une contrevisite peut être nécessaire, à la charge du propriétaire.
- 10) Dans le cadre de la présence d'une piscine, le propriétaire ou le représentant doit connaître le fonctionnement afin de pouvoir tester la vidange et le nettoyage des filtres le jour de la visite.
- 11) Toute demande de contrôle ou de contre-visite doit faire l'objet d'une demande auprès de la CCG
- 12) Les prestations fixées par la délibération 20150629_cc_asst80 :

PRESTATIONS	ASST NON COLLECTIF
Dans le cadre d'une vente	130 € HT
Contrôle conception/réalisation	200 € HT
Bon fonctionnement	130 € HT
Diagnostic	130 € HT
Plus-value pour contrôle en urgence	50 € HT
Majoration pour obstacle à un RDV	130 € HT
Plus-value pour absence à un RDV	50 € HT

Signatures avec mention « lu et approuvé »

Fait à :

Signature du propriétaire :

Le :

Signature et cachet de l'installateur :